

tous-tes à lille le 10 octobre : solidarité aux victimes de la répression d'état



Voici quelques chroniques de la guerre en cours :

Le 23 Mai 2009 à Lille 26 personnes sont arrêtées suite à une manifestation contre la répression d'Etat. Leurs noms et coordonnées sont fournies aux fascistes de « la maison de l'identité flamande » située à Lambersart, ceux-ci les diffusent sur leur site internet dans une vidéo. Des policiers auraient-ils fournis les coordonnées des manifestants à « la maison de l'identité flamande » ? En plus des trois procès en cours et des six mois de prison avec sursis déjà écopés par l'un des manifestants ; des néo-nazis au crâne rasé ont agressé à deux reprises, dont une fois à l'arme blanche, des camarades dont les données personnelles furent ainsi divulguées.

Du 23 au 29 Juin à Calais plus de 2000 personnes se réunissaient au sein du camp No Border pour dénoncer la politique des Etats français et britannique, les traitements inhumains qu'ils font subir aux migrants sans-papiers via leur police, leur camps « de rétention » et leur justice de classe. Elles ont réclamé avec force la liberté de circulation pour tous et toutes et la suppression de toutes les frontières afin que chacun puisse vivre là où il le souhaite. Alors que toutes les actions entamées sont pacifiques, la police arrête une cinquantaine de personnes dont 2 qui passeront en procès le 14 octobre à Boulogne-sur-Mer pour « outrage » et « rébellion ».

Le 8 Juillet à Montreuil, Joachim Gatti perd un œil suite à un tir de flash ball lors de l'expulsion d'un squat. S'en suit une manifestation qui tourne à l'émeute lorsque la police attaque à nouveau sans raison le cortège et les habitants du quartier. Cette fois, face au peuple uni et déterminé, elle battra en retraite !

Le 1er Septembre à Compiègne, six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix, fermée par les « patrons-voyous » sont condamnés à des peines allant de 3 à 5 mois de prison avec sursis ainsi qu'à des dommages et intérêts qui dépasseront les 60 000 € sous prétexte d'avoir saccagé une préfecture. L'Etat a voulu faire payer aux syndicalistes une lutte dure, sans compromis, contrôlée par la base, parsemée d'actions et qui, au grand damne des directions syndicales, a permis de faire reculer le patronat et d'obtenir une prime de licenciement s'élevant à 50 000€ par travailleur. « Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, tous ces parasites. » -Xavier Mathieu, délégué CGT et condamné par le tribunal.

Le 17 Septembre à Marseille, Erwan Redon comparaitra en CAPD disciplinaire à l'Inspection Académique. Il risque des sanctions pouvant aller du blâme à la révocation. Sa « faute professionnelle » ? Comme plusieurs centaines d'autres professeurs des écoles, instituteurs et institutrices, il refuse d'appliquer les mesures Darcos : nouveaux programmes, aide personnalisée, évaluations et fichage des élèves.

Tous les jours la police patrouille, provoque, fouille, violente et rafle ceux qui pourraient légitimement se révolter, les victimes du capital, ceux qui n'ont pas ou plus d'emploi, ceux qui sont exploités à l'usine ou au bureau, ceux qui ont la couleur de peau un peu trop foncée, ceux qui n'entrent pas dans le moule.

Mais quelle est cette guerre en cours ? C'est la guerre des classes ! Le capitalisme est malade et nos maîtres le savent. Ils attaquent le peuple pour conserver et accroître leurs privilèges, pour nous faire tous baisser la tête et filer droit.

Il est temps que la peur change de camp ! Il est temps de passer de la haine entre les « races » à la solidarité de classe, à la guerre des exploités contre les exploités. Il est temps de se lever et de se mettre en marche. Yves Peirat, antifasciste marseillais

Manifestation le samedi 10 octobre 2009 à 14h30 porte des postes.

SIGNATAIRES : UL CNT Lille, SCALP Np2c, Gdale, Comité du 23, Chiche Lille, RUSF Lille, Sud Etudiant Lille, Des individus-es...